



**NOTRE
AFFAIRE
À TOUS**

**PROGRAMME
D'INTERVENTION
À DESTINATION
DES UNIVERSITÉS**



PRÉSENTATION

QUI SOMMES-NOUS ?

Notre **Affaire à Tous** a été créée en 2015 pour œuvrer à l'instauration de la justice climatique et la protection des droits du vivant par les outils juridiques. L'Affaire du Siècle, l'action en justice contre Total, l'accompagnement de collectifs contre des projets imposés et polluants... Nous sommes convaincu-e-s que le droit est un moyen de lutte contre le changement climatique et pour la protection du vivant. La justice climatique c'est aussi la protection de toutes et tous et notamment des plus vulnérables face aux effets des dégradations environnementales en cours.

La majorité des membres de l'association sont des juristes. La plupart sont aussi des jeunes femmes engagées dans cette lutte essentielle pour la justice climatique et sociale.

POURQUOI CE PROGRAMME D'INTERVENTION ?

Nous souhaitons donner une approche pluridisciplinaire de la protection de l'environnement : approches juridiques, sociologiques, politiques etc.

Nous souhaitons démocratiser l'outil du droit auprès des étudiant-e-s pour former des professionnels conscients du potentiel du droit pour la protection de l'environnement

Nous souhaitons proposer des cas pratiques pour concrétiser des savoirs théoriques.



FORMATS PROPOSÉS

Nous pouvons proposer plusieurs formats d'interventions. Il est nécessaire pour être efficaces que ces interventions s'insèrent au mieux dans le module universitaire suivi. Il nous semble ainsi essentiel de discuter en amont avec l'enseignant référent du module et/ou le directeur de la formation. Ces interactions permettront de co-construire un format approprié et de répondre au mieux aux attentes des étudiant·e·s formé·e·s.

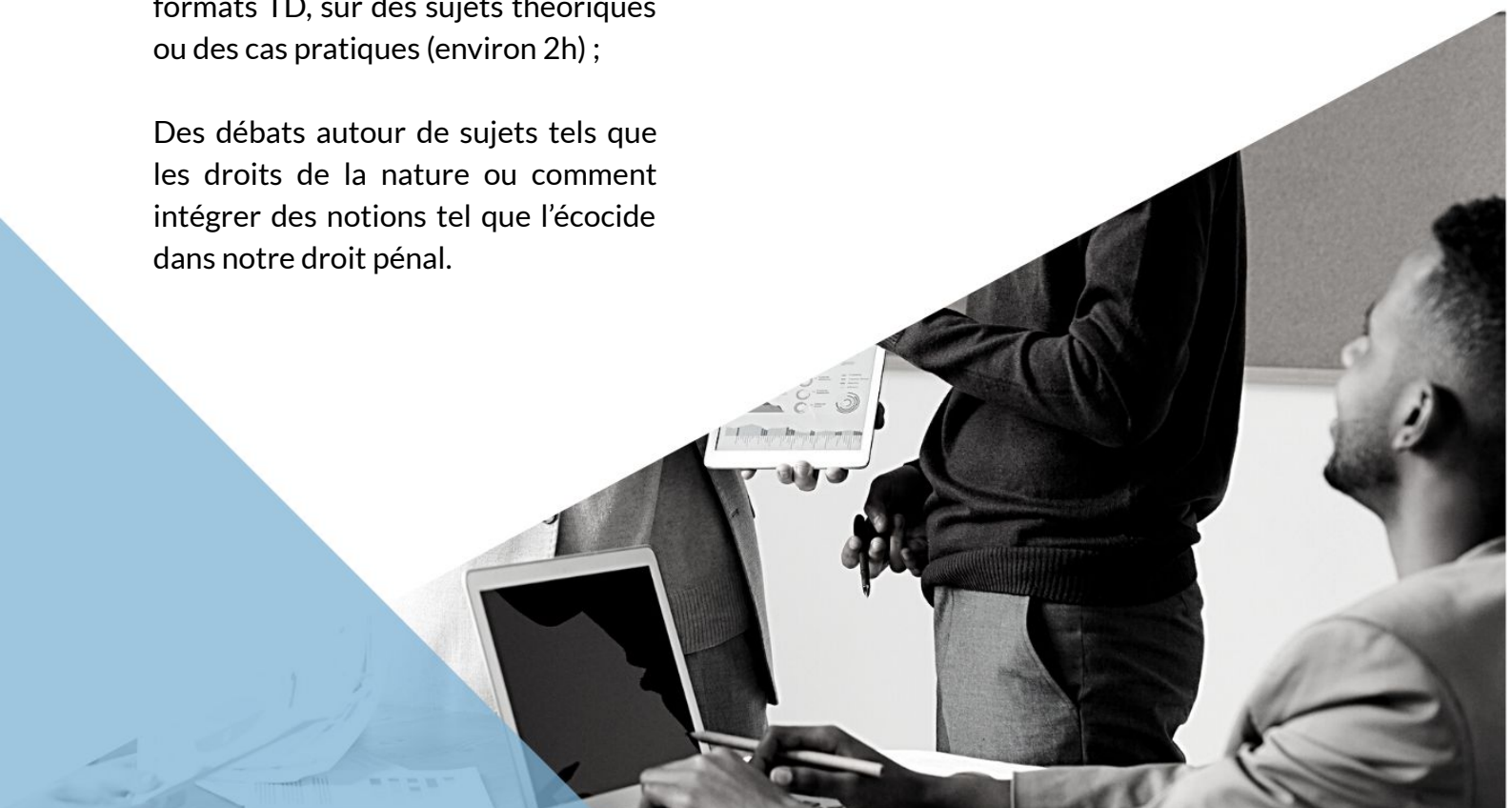
Sur des formats classiques, nous proposons notamment :

Pour tout un UFR : des conférences avec un temps de questions (environ 1h30-2h) ;

Pour un petit groupe d'étudiants : des formats TD, sur des sujets théoriques ou des cas pratiques (environ 2h) ;

Des débats autour de sujets tels que les droits de la nature ou comment intégrer des notions tel que l'écocide dans notre droit pénal.

Il est également possible d'intervenir à plusieurs reprises dans un même TD ou cours magistral au cours d'un semestre ou d'une année avec un même groupe d'étudiant·e·s. Ce système permet d'aborder différents sujets sur un même thème et proposer des cas pratiques. Nos interventions se font toujours en binôme.



THÉMATIQUES DÉVELOPPÉES

DROITS DE LA NATURE ET RECONNAISSANCE DU CRIME D'ÉCOCIDE

L'enjeu est avant tout d'expliquer la nécessité de la mise en oeuvre de tels droits mais aussi d'expliquer vers quelle évolution du droit positif nous tendons pour une meilleure prise en compte des impacts environnementaux de l'activité humaine sur les écosystèmes. Ces interventions s'appuient sur des analyses des solutions internationales existantes à ce sujet, et peuvent consister en l'analyse de plusieurs de ces exemples.

EXEMPLES DE SUJETS

- La reconnaissance de droits à la nature, comme extension des droits humains, et facteur de paix ?
- Les droits de la nature à l'international : quelle reconnaissance pour quelle effectivité ?
- Les droits de la nature ; vers un commencement de la réconciliation entre les droits de l'homme et de la biodiversité ?
- Les Droits de la Nature : la consécration d'une éthique de la responsabilité
- Droits de la nature et droits de l'homme : opposition ou complémentarité ?



THÉMATIQUES DÉVELOPPÉES

CONTENTIEUX CLIMATIQUES DANS LE MONDE

Par l'analyse d'une diversité de jurisprudence autour de thèmes environnementaux, de pollution de l'air, de santé de la population, de biodiversité etc. nous cherchons à dresser un panorama des avancements en termes de contentieux environnementaux à l'échelle internationale. Les interventions peuvent être thématiques autour par exemple des tribunaux d'arbitrage et de leur rôle au sein de ce contentieux fourni ou se centrer sur une ou deux affaires emblématiques telle que l'affaire Urgenda aux Pays-Bas.

EXEMPLES DE SUJETS

- L'appréciation des droits fondamentaux dans les recours à l'international
- Présentation des grandes affaires climatiques
- Typologie des contentieux climatiques
- Les questions liées à l'appréciation des dommages environnementaux
- L'exécution des décisions à l'étranger : de réelles victoires ?
- L'environnement et le climat dans le contentieux d'arbitrage d'investissement



THÉMATIQUES DÉVELOPPÉES

JUSTICE CLIMATIQUE LOCALE

Ces formations abordent des outils de droit public de l'environnement et de droit de l'urbanisme servant dans la lutte contre les projets imposés et polluants. Il s'agit de cerner l'application de sujets théoriques tels que les PLU et les études d'impact, dans une mise en oeuvre militante et engagée afin d'exercer un droit avec une visée environnementale forte.

EXEMPLES DE SUJETS

- Droit public de l'environnement : quelle applicabilité ?
- Droit de l'urbanisme et droit de l'environnement : des liens ténus
- Détricotage de l'environnement, que nous reste-t-il ?
- Projets imposés et polluants : comment les contrer ?

RECOURS CLIMAT : L'AFFAIRE DU SIÈCLE ET AUTRES CONTENTIEUX FRANÇAIS

Une formation autour du recours en reconnaissance de la carence fautive de l'Etat dans la mise en place de politique environnementale forte, permet de cerner dans une vision publiciste les principaux leviers d'engagement climatiques internationaux et nationaux. La contextualisation d'une telle procédure dans une jurisprudence internationale, permet d'appréhender la faisabilité d'un tel recours et la dimension politique que peut prendre une affaire juridique.



THÉMATIQUES DÉVELOPPÉES

RESPONSABILITÉ DES MULTINATIONALES POLLUANTES EN MATIÈRE DE CLIMAT

Nous sommes aujourd'hui en mesure de calculer la répartition des responsabilités et de désigner les plus grands responsables du dérèglement et notamment les multinationales. Cette intervention s'appuiera sur le devoir de vigilance des multinationales. En France, la loi sur le devoir de vigilance a pour objectif de "responsabiliser les sociétés transnationales afin d'empêcher la survenance de drames en France et à l'étranger et d'obtenir des réparations pour les victimes en cas de dommages portant atteinte aux droits humains et à l'environnement". Nous pourrions nous appuyer sur des actions récentes comme l'affaire "Notre Affaire à Tous contre Total" mais aussi des affaires internationales comme "Milieudefensie contre Shell" aux Pays-Bas.

EXEMPLES DE SUJETS

- Le droit contre l'impunité de l'industrie extractive : les cas Total et Perenco
- Responsabilité des entreprises qui financent des activités impliquées dans la déforestation
- L'utilisation du droit pénal de l'environnement face aux acteurs privés
- Faire du devoir de vigilance un outil réellement contraignant pour les entreprises
- Éviter le greenwashing : contraindre les entreprises à mettre en place des objectifs chiffrés, mesurables et effectifs dans la mise en place de mesures environnementales



THÉMATIQUES DÉVELOPPÉES

INÉGALITÉS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Le changement climatique est souvent perçu comme une menace globale et uniforme. Pourtant, selon l'âge, le sexe, le statut social des individus qui comprend leurs ressources économiques, culturelles et sociales, la vulnérabilité des individus face aux risques du dérèglement climatique est fortement différenciée. Les populations les plus démunies sont à la fois plus exposées aux risques naturels, à court-terme et plus fragiles face aux changements de long terme. L'enjeu des interventions sera de montrer une approche pluridisciplinaire du sujet et mettre en avant la nécessité de politiques publiques ambitieuses prenant en compte les plus démunis.

EXEMPLES DE SUJETS

- Histoire de la justice environnementale et de la justice climatique
- Enjeux juridiques des migrations environnementales et climatiques
- Discriminations intergénérationnelles
- Droits humains et libertés fondamentales face au changement climatique
- Ecologie, justice et droits fondamentaux
- Adaptation des territoires au changement climatique



THÉMATIQUES DÉVELOPPÉES

INITIATION : LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PAR LE DROIT

Approche pluridisciplinaire de la protection de l'environnement par le droit (juridiques, sociologiques, politiques etc.) pour des formations en sciences politiques, géographie, sociologie, philosophie.

EXEMPLES DE SUJETS

- Analyse de la dimension politique des affaires juridiques
- Analyse de la relation entre campagne et procès

EXEMPLES DE SUJETS (suite)

- Droit international et européen de l'environnement : vision globale des contentieux climatiques
- Assimilation de notions telles que les droits de la nature, écocide, inégalités climatiques
- Mise en pratique des outils de droit positif : devoir de vigilance, document d'urbanisme, étude d'impact, autorité environnementale
- Vision du droit comme outil de lutte contre des projets imposés et polluants
- Articulation des différents échelons normatifs en terme de droit de l'environnement



COMPÉTENCES ACQUISES

COMPÉTENCES POUVANT ÊTRE ACQUISES

- Vision globale des contentieux climats - assimilation de notions telles que droit de la nature, écocide, inégalités climatiques
- Mise en pratique des outils de droit positif : devoir de vigilance, document d'urbanisme, étude d'impact, autorité environnementale
- Vision du droit comme outil de lutte contre des projets ponctuels
- Articulation des différents échelons normatifs en terme de droit de l'environnement
- Analyse de la dimension politique d'affaires ponctuelles Analyse de la relation campagne/ procès

PRÉ-REQUIS POUR LES INTERVENTIONS

La complexité des interventions peut être variable. Certains sujets sont plus techniques que d'autres. Mais nous avons pour habitude de nous adresser autant à un public d'initiés qu'au grand public. Ainsi, nous pourrions en fonction du module dans lequel s'insère l'intervention faire varier le niveau de technicité.



NOS VALEURS

NEUTRALITÉ

Notre Affaire à Tous est une organisation apolitique. En aucun cas nos interventions ne visent à diffuser ou réfuter une opinion politique. Notre Affaire à Tous ne cherche pas à faire la promotion de ses actions ni à recruter des volontaires à travers ces interventions, mais à former les étudiants aux enjeux de droit actuels relatifs à l'environnement

BIENVEILLANCE

Nos interventions visent à construire, débattre, réfléchir et échanger ensemble sur l'utilisation de l'outil juridique face au changement climatique dans une ambiance bienveillante, respectueuse des opinions et des prises de position de chacun.

PÉDAGOGIE

Toutes nos interventions ont pour objectif l'information et la démocratisation de l'outil juridique face au changement climatique et se déclinent en plusieurs niveaux de complexité afin de s'adapter à tous les publics.

COMPLÉMENTARITÉ

Nos interventions ne visent en aucun cas à remplacer ou à entrer en concurrence avec des modules d'enseignement universitaires, mais à venir en complément de ceux-ci.



NOTRE EXPÉRIENCE

Liste non-exhaustive de cliniques, colloques, publications et conférences réalisées par Notre Affaire à Tous

CLINIQUES DE DROIT SCIENCES PO

Nous avons porté des projets de recherche-action : en 2019-2020, avec trois étudiant-es de Sciences Po Paris, nous avons soutenu l'analyse juridique de contentieux et la faisabilité d'une action de groupe environnementale.

A Sciences Po Toulouse, nous avons accompagné en 2020 des étudiant-es de master afin de préparer l'organisation d'un tribunal fictif contre l'Etat français montrant les impacts du changement climatique sur le vivant.

COLLOQUES

Le 3 novembre 2017, Notre Affaire à Tous organisait le colloque : **“Le droit au service de la justice climatique : jurisprudences et mobilisations citoyennes”**

Le 8 mars 2018, Notre Affaire à Tous organisait le colloque **“La Constitution face aux changements climatiques”** et posait la question du droit comme moyen d'activisme face aux impératifs écologiques.

PUBLICATIONS

Cournil Christel et Leandro Varison, *Les procès climatiques : du national à l'international*. Ed. Pedone, octobre 2018, 299 p.

Christel Cournil, Antoine Le Dyllo, Paul Mougeolle, « L'affaire du siècle : entre continuité et innovations juridiques », *Actualité juridique de droit administratif*, n° 32, 30 septembre 2019, p. 1864-1869.

Cournil C. (2018), direction du numéro spécial “La Constitution face aux changements climatiques”, *Revue Energie, Environnement Infrastructure*, 2018, p. 9-50.

CONFÉRENCES

“Le droit de l'environnement permet-il de faire face à l'urgence environnementale ?” à l'Université de Tours

“Procès climatique en France : la grande attente”, à la Sorbonne

“L'Affaire du Siècle en questions !”, à Sciences Po Paris

“La justice climatique et les contentieux climatiques”, à l'Ecole Normale Supérieure

“Ecologie, justice et droits fondamentaux”, Université d'automne de la LDH





NOTRE AFFAIRE À TOUS

Si vous êtes intéressé·e·s par de telles interventions, que vous avez des questions complémentaires ou souhaitez élaborer un format particulier de formation vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante :

contact@notreaffaireatous.org

